

**AVENANT N° 20****à la Convention Collective nationale des Entreprises des Services de l'Eau et de l'Assainissement  
relatif à la négociation obligatoire sur les salaires****ENTRE :**

- La Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau
- 
- La Fédération des Distributeurs d'Eau Indépendant
- 

**Et :**

- Les organisations syndicales

Organisations Syndicales	Représentants

**ETANT EXPOSE :**

Les représentants employeurs des entreprises de la FP2E et de la FDEI ont présenté le Bilan social de la Branche 2020 et échangé sur la situation économique des entreprises. Ils ont rappelé que l'inflation sur 12 mois, hors tabac, de date à date, a régressé de -0,3% en décembre 2020. Après avoir échangé lors des réunions de négociation des 30 juin, 7 octobre et 10 novembre 2021, les représentants employeurs des entreprises de la FP2E, de la FDEI et les organisations syndicales représentatives sont convenus du présent avenant prévoyant une revalorisation des groupes I à VIII inclus et de la compensation d'astreinte à hauteur de + 0,8 %.

Le tableau méthodologique a été complété et se présente désormais comme suit :

Evolution des prix à la consommation (hors tabac)			Evolution des minima de salaires		
années		cumul	années		cumul
2001	+1,60%	1,60%	2002	+1,80%	1,80%
2002	+2,10%	3,73%	2003	+2,00%	3,84%
2003	+1,60%	5,39%	2004	+2,00%	5,91%
2004	+1,90%	7,40%	2005	+2,00%	8,03%
2005	+1,60%	9,11%	2006	0%	8,03%
2006	+1,50%	10,75%	2007	+5% <sup>(*)</sup>	13,43%
2007	+2,53%	13,55%	2008	+2,53%	16,30%
2008	+1,00%	14,69%	2009	+2,00%	18,63%
2009	+0,83%	15,64%	2010	+2,33%	21,39%
2010	+1,69%	17,59%	2011	+3,69%	25,87%
2011	+2,40%	20,42%	2012	+3,90%	30,78%
2012	+1,20%	21,86%	2013	0%	30,78%
2013	+0,60%	22,59%	2014	+2,20%	33,66%
2014	0,00%	22,59%	2015	0,00%	33,66%
2015	+0,18%	22,81%	2016	+0,60%	34,46%
2016	+0,62%	23,58%	2017	+1,00%	35,80%
2017	+1,10%	24,93%	2018	+1,10%	37,30%
2018	+1,40%	26,68%	2019	+1,60%	39,50%
2019	+1,20%	28,20%	2020	+1,20%	41,17%
<b>2020</b>	<b>-0,30%</b>	<b>27,82%</b>	<b>2021</b>	<b>+0,80%</b>	<b>42,30%<sup>(**)</sup></b>

**Différentiel 14,48 points**

<sup>(\*)</sup> En 2007 : pour les groupes de I à III et + 3,3 % pour les autres groupes.

<sup>(\*\*)</sup> Le cumul de 42,30 % ne concerne que les groupes I à III.

## **IL A ETE CONVENU :**

### **ARTICLE 1 : SALAIRES MINIMAUX**

Les salaires globaux bruts minimaux annuels stipulés à l'article 1 de l'avenant n° 19 de la Convention Collective sont désormais fixés aux valeurs suivantes :

	<b>€uros</b>
<b>Groupe I</b>	20 284
<b>Groupe II</b>	21 022
<b>Groupe III</b>	22 409
<b>Groupe IV</b>	23 435
<b>Groupe V</b>	27 450
<b>Groupe VI</b>	35 747
<b>Groupe VII</b>	48 942
<b>Groupe VIII</b>	57 881

### **ARTICLE 2 : COMPENSATION DE L'ASTREINTE**

La valeur de la compensation minimale de l'astreinte stipulée à l'article 2 de l'avenant n° 19 de la Convention Collective est désormais fixée à 13,62 Euros par période de 24 heures.

### **ARTICLE 3 : EGALITE DE REMUNERATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (art. L.2241-9 du CT)**

Lors de la réunion de la CPPNI du 30 juin 2021, le Bilan social de la Branche pour 2020 a été examiné par la Commission.

Ce bilan fait apparaître un salaire moyen des femmes supérieur de 3,97% à celui des hommes.

Par ailleurs, un accord de Branche a été signé le 18 mai 2020 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

### **ARTICLE 4 : INFORMATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES**

A l'issue de la période de ratification du présent avenant, une copie de celui-ci sera envoyée, à l'initiative de la FP2E, en recommandé avec accusé réception à toutes les Organisations Syndicales.

### **ARTICLE 5 : EXTENSION ET PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT**

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension.

Les dispositions des articles 1 et 2, ci-dessus, s'appliqueront à l'ensemble des entreprises de la Branche, avec un effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Après signature par les parties du présent avenant, la FP2E en demandera son extension au Ministre chargé du Travail, au plus tard dix jours après l'expiration du délai d'opposition ouvert aux organisations syndicales représentatives.

En vertu de l'article L. 2261-23-1 du code du travail qui pose comme condition à l'extension, la justification à l'absence de clause relative aux entreprises de moins de 50 salariés, les parties signataires n'ont pas entendu prévoir de stipulation spécifique pour ces entreprises, considérant que le dispositif mis en place ne le justifie pas.

Fait à Paris, le 17 DECEMBRE 2021

<b>Pour la FP2E</b>	<b>Pour la FDEI</b>
<b>Pour FO</b>	<b>Pour INTERCO CFTD</b>
<b>Pour</b>	<b>Pour</b>